

Des milliers de Marseillais mobilisés contre le mal-logement

PAR LOUISE FESSARD
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 3 FÉVRIER 2019



Marche pour le logement et le droit à la ville, à Marseille le 2 février 2019. © LF

Près de trois mois après l'effondrement de deux immeubles, provoquant la mort de huit personnes, plusieurs milliers de Marseillais ont défilé pour le logement, mêlant habitants des quartiers nord et du centre-ville, ainsi que quelques « gilets jaunes », tous combats partagés.

À Marseille le 2 février, c'était l'acte XII des « gilets jaunes », mais surtout une nouvelle « grande marche pour le logement et le droit à la ville ». Près de trois mois après l'effondrement de deux immeubles à Noailles dans lequel huit personnes ont péri, des milliers de personnes ont défilé du Cours Julien vers la mairie sur le Vieux-Port en scandant « *On n'oublie pas, on ne pardonne pas* » et « *réquisitions des logements vides* » !



Marche pour le logement et le droit à la ville, à Marseille le 2 février 2019. © LF

Depuis l'effondrement, près de deux mille Marseillais ont été évacués par précaution d'immeubles visés par des arrêtés de péril. Plus de 1 300 personnes vivent encore à l'hôtel. Cloîtrée depuis deux mois à l'hôtel avec ses deux enfants, Shaima, 40 ans, porte encore une minerve. Le 9 décembre, alors qu'elle préparait le repas, le plafond de son appartement, dans le 10^e arrondissement de Marseille, s'est effondré.

« *Quand il pleuvait, il pleuvait à l'intérieur, j'avais déclaré le danger depuis 2017, mais le syndic n'a rien fait, ils m'ont traitée de sale Arabe* », dit cette interprète tunisienne. Choquée, toute la famille est suivie par des psychologues. Son aîné, 16 ans, a fait une tentative de suicide et la petite, 6 ans, dessine des maisons avec du sang sur les personnages. « *On ne demande rien, on veut juste un toit. Je suis en train de perdre mes enfants* », dit Shaima, les larmes aux yeux.



La fille de Shaima, 6 ans, a dessiné sa mère blessée par la chute du toit de leur appartement. © LF

L'annonce par le ministre du logement Julien Denormandie de **la location par l'État de 75 appartements** rue de la République – une rue majoritairement vide depuis sa réhabilitation dans le centre de Marseille – n'a fait que conforter les militants dans leurs revendications. « *C'est un premier pas* », dit Patrick Lacoste, membre fondateur de l'association Un centre-ville pour tous, qui veut faire pression sur la mairie pour obtenir des réquisitions. « *La mairie paie 80 euros par jour par chambre d'hôtel, l'État 230 euros par mois pour un studio rue de la République. Ce sont des idéologies !* »

L'urbaniste salue une mobilisation « *inédite* » qui réunit habitants du centre-ville et des quartiers nord. « *Ça fait vingt ans qu'on crie dans le désert, sans réussir à toucher les associations d'habitants et les centres sociaux, dit-il. Là, on voit une nouvelle génération de gens politisés, mais qui n'ont pas envie de se raccrocher aux appareils politiques existants* ».

Le manifeste pour un Marseille vivant et populaire, **publié dans La Marseillaise le 28 janvier**, fédère ainsi des collectifs et associations de toute la ville contre « *les taudis, les écoles délabrées, les*

équipements et services inexistants, les transports publics indignes (...), les cités des quartiers nord laissées à la dérive ».



Des gilets jaunes d'Istres finissent leur banderole pour la marche pour le logement, à Marseille le 2 février 2019. © LF

Une quinzaine de gilets jaunes venus d'Istres ont choisi de se joindre à la marche derrière une banderole « *Rabia del pueblo* » inspirée par une **chanson de la rappeuse Keny Arkana**. Kevin, 29 ans, qui a quitté son travail dans la restauration à Istres pour s'investir dans les gilets jaunes, connaît bien les galères de logement. Pour lui la convergence des luttes est une évidence. « *Si on se rassemble tous vraiment, comme le 5 février, on sera plus forts !* dit le jeune homme. *On veut que le peuple ait son mot à dire dans tout, que ce soit équitable pour tout le monde.* »



Kamel Guemari, salarié et syndicaliste du Mac Do Saint-Barthélémy, et Laurent, gilet jaune varois, le 2 février 2019. © LF

Sur le parcours, Kamel Guemari, figure de la lutte des Mac Do marseillais, sympathise avec Laurent, un gilet jaune de Cogolin (Var). Élagueur, le gilet jaune a été de toutes les manifs à Toulon, a tâté du gaz lacrymogène sur les Champs-Élysées le 8 décembre – « *Ça m'a mis gilet jaune à fond* » – et s'est rendu à Marseille à l'appel de Keny Arkana. « *On croit que nous sommes des privilégiés dans le golfe de Saint-Tropez, mais le travail est saisonnier, le logement, la nourriture coûtent une fortune et les riches discutent les prix pour l'élagage !* », dit Laurent, 47 ans.

« *Cette manifestation exprime la convergence des colères, entre travailleurs, mal logés, victimes de drames sociaux* », estime Kamel Guemari, qui a passé la semaine à rencontrer des collectifs des cités marseillaises, à La Castellane, Air-Bel, Maison-Blanche ou à la Solidarité. « *Ils commencent à sortir* », se réjouit-il.

Éducateur spécialisé à Marseille, Jules, 30 ans, a pu constater l'insalubrité de nombre d'appartements marseillais. Un écriteau « *Violences policières ? Mon œil !* », dans le dos, il manifeste « *pour ceux qui n'ont pas forcément les moyens de se défendre, car ils sont dans une logique de survie* ». Mais aussi pour protester contre le projet de loi anti-casseurs et la suppression de l'ISF « *tant que les bénéficiaires ne prouveront pas qu'ils investissent en réellement en France* ». « *On a peur [d'être mutilés par la police – Ndlr], mais notre peur nous nourrit* », dit son camarade Yvan, 29 ans, technicien.



Marche pour le logement et le droit à la ville, à Marseille le 2 février 2019. © LF

La violence de la répression policière du mouvement des gilets jaunes est passée par là, les parents venus avec leurs enfants sont plus rares qu'aux précédentes marches. Plusieurs slogans visent la police : « *Mais que fait la police, ça crève les yeux !* » Armée de frites en mousse et de boucliers en carton, une brigade de manifestants imite les policiers de la Compagnie de sécurisation et d'intervention (CSI) pour la plus grande joie des manifestants. « *Pas de photos ! Arrêtez de filmer !* » crie, faussement menaçante, cette brigade rose, provoquant l'hilarité générale.

« **On nous a laissés seuls dans la rue** »

Alors que le ministre de l'intérieur Christophe Castaner a déclaré le 15 janvier qu'il n'y avait « *pas eu de mort dans ces manifestations* » grâce au « *professionnalisme* » des policiers, plusieurs

pancartes viennent lui rappeler le cas de Zineb Redouane. Cette octogénaire, blessée par un tir de grenade lacrymogène, est **décédée** sur la table d'opération le 2 décembre. « *Son fils Sami Redouane vous remercie, lance une militante, lors des prises de parole sur le Vieux-Port. Aujourd'hui, c'est quarante jours, c'est important pour les musulmans, ils sont en train de faire le deuil en Algérie.* »



Marche pour le logement et le droit à la ville, à Marseille le 2 février 2019. © LF

À l'arrière du cortège, des migrants mineurs sourient devant l'énergie déployée par une militante de RESF (Réseau éducation sans frontières) pour interpellier Martine Vassal, la présidente LR du département, collectivité qui, selon la loi, est censée les prendre en charge. « *Vassal, qu'est-ce que tu fous ?* », s'égosille-t-elle dans un mégaphone. Depuis mi-décembre, ces jeunes **occupent avec des militants** un immeuble appartenant au diocèse, juste devant le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône.

Au dernier décompte, ils sont 108 migrants mineurs et 36 familles de demandeurs d'asile avec une soixantaine d'enfants à avoir ainsi échappé à la rue. « *Ils dormaient à la gare ou sous la Halle Puget* », explique Isabelle, 36 ans, du collectif 59 Saint-Just. « *On nous a laissés seuls dans la rue avec le froid, déclare un jeune mineur ivoirien sur le Vieux-Port, lors des prises de parole. Ce que le gouvernement doit faire, ce sont les solidaires qui l'ont fait. On n'est pas illégaux !* »

Vers 17 h, la manifestation s'est arrêté quelques centaines de mètres avant la mairie sur le Vieux-Port pour « *rassurer les gens et montrer que nous ne sommes pas dans l'affrontement* », précise Maël Camberlein, délogé et membre du Collectif du 5-Novembre. Une grande partie du cortège s'est alors dispersée, tandis que certains manifestants ont ensuite

remonté la Canebière, accompagnés de gilets jaunes. Selon la police, **citée par La Provence**, aucun tir de flashball n'a été effectué lors de la manifestation marseillaise.



Marche pour le logement et le droit à la ville, à Marseille le 2 février 2019. © LF

Plusieurs élus d'opposition, dont Benoît Payan (PS), Jean-Marc Coppola (PCF) et Jean-Luc Mélenchon (LFI) ont également manifesté. Le député La France insoumise a réclamé à l'État des « *arrêts de réquisition pour reloger les gens* ». « *Je refuse qu'on mette tout ça sur le dos du folklore marseillais, le mal-logement est le problème de toute la France, a-t-il déclaré. Mais personne ne me fera croire que les responsables municipaux ne sont au courant de rien. Il y en a qui pensaient avoir fait de bons placements [...], ceux qui ont fait pression sur les experts.* »

Le 1^{er} février, **Radio France** et le site **Marsactu** ont révélé que la mairie de Marseille avait en 2014 débloqué un budget de deux millions d'euros pour réaliser des travaux à la place des propriétaires dans des immeubles dégradés. Mais en cinq ans, la ville n'a dépensé que 15 % de ce marché, une incurie qui se solde par des centaines d'arrêts de péril pris dans la panique de l'effondrement rue d'Aubagne.

Examinée lors du conseil municipal du 4 février, une délibération prévoit de transférer la gestion de la crise des délogés à la métropole Aix-Marseille-Provence. Les élus communistes, socialistes et écologistes présentent eux un amendement demandant l'adoption d'une charte du relogement coécrite avec **le Collectif du 5-Novembre**, qui rassemble habitants et délogés de Noailles. La mairie a récemment annoncé vouloir

à détruire de nouveaux bâtiments dégradés frappés par des arrêtés de péril, dont trois lui appartenant à Belsunce.



Marche pour le logement et le droit à la ville, à Marseille le 2 février 2019. © LF

Christian Pellicani, élu de secteur et élu métropolitain PCF, dont le fils tient un atelier de tapisserie rue d'Aubagne évacué depuis la tragédie, pointe le risque d'« opérations de gentrification accélérées » après « vingt-trois ans où ils ont laissé les bâtiments se dégrader ». De fait, cette solution inquiète Maël Camberlein, membre du collectif du 5-Novembre.

« On est à un moment charnière, la mairie peut en profiter pour virer les deux quartiers populaires du centre-ville en le défigurant avec du neuf », dit le jeune homme, dont l'immeuble rue d'Aubagne, où il vivait avec sa compagne et leur jeune enfant, a été détruit par les pouvoirs publics. Il explique qu'« au 41 et 43 rue de la Palud [deux des bâtiments également voués à démolition – Ndlr], les façades sont classées et la mairie n'a même pas contacté l'architecte des Bâtiments de France ».

« Après le temps du deuil, de la colère, puis des comptes, aujourd'hui c'est la question de la politique de la ville, dit Fathi Bouaroua, membre du collectif du 5-Novembre et ex-directeur régional Paca de la Fondation Abbé-Pierre. Je pense que la mobilisation va aller jusqu'aux municipales. Reloger mille personnes, cela prend énormément de temps. L'effondrement a révélé tous les autres problèmes de la ville : transports, écoles, prise en charge des migrants. »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.